

Note de recherche **Élections européennes 2024**

11 / Mai 2024

LES AGRICULTEURS ET LES EUROPÉENNES : UN ISOLAT ÉLECTORAL ENCORE REPÉRABLE, DE PLUS EN PLUS BIGARRÉ

Pierre-Henri Bono

Économètre, Cevipof / Sciences Po
pierrehenri.bono@sciencespo.fr

François Purseigle

Sociologue, Chercheur associé Cevipof, Agro Toulouse
francois.purseigle@sciencespo.fr

Les intentions de vote confirment le tropisme de droite des agriculteurs. Pour autant, ils ne basculent pas entièrement vers les partis les plus à droite de l'échiquier. À l'instar des travaux précédents, les résultats de notre enquête confirment que les positions politiques de nos agriculteurs ne se confondent ni avec celles du reste de la société en général ni avec celles de la population rurale en particulier.

Dans un contexte de crise agricole, le CEVIPOF et l'Agro Toulouse ont souhaité concevoir et réaliser une enquête auprès des agriculteurs et des agricultrices français dans la perspective des prochaines élections européennes¹. En effet, en raison de leur faible proportion dans la population, il est de plus en plus difficile de cerner avec précision leurs comportements électoraux², leurs aspirations et représentations sociales dans les sondages classiques. Il nous est donc apparu utile de réaliser une enquête spécifique auprès de la population des chefs et cheffes d'exploitation³.

Considérés par certains comme « rayés de la carte »⁴, les agriculteurs⁵ n'en demeurent pas moins une minorité agissante dans l'espace public. Malgré leur effacement démographique, l'éclatement des formes d'organisations sociales de la production et les controverses qui traversent leurs activités, n'en font pas pour autant une catégorie professionnelle dénuée d'influence et de pouvoir⁶. Les dernières manifestations agricoles de février et mars 2024 et certaines décisions politiques qui en découlent, attestent une fois de plus de la capacité des mondes agricoles d'agir collectivement. Même s'ils sont de plus en plus hétérogènes, ils restent une « force politique visible et efficace »⁷.

1.

La diffusion de cette enquête auprès des chefs d'exploitation a été réalisée en partenariat avec le groupe d'information agricole Réussir. Nous remercions Nicole Ouvrard, Romain Ferrier et Arnaud Poncelet pour cette collaboration. Nous tenons également à remercier Geneviève Nguyen, Valérie Olivier, Sophie Thoyer, Pauline Lécole, Bertrand Hervieu, Mathieu Colleter et Pierre Compère pour leurs suggestions lors de la conception de notre questionnaire et leurs remarques constructives

2.

Voir Joël Gombin et Pierre Mayance, « Tous conservateurs ? Analyse écologique du vote de la population agricole lors de l'élection présidentielle de 2007 », *Les mondes agricoles en politique*, Hervieu et al., Paris, Presses de Sciences Po, 2010

3.

Les données techniques de l'enquête se trouvent dans un encadré en fin de texte

4.

Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux*, Paris, Seuil, 2021

5.

Dans la suite du texte et sauf précision contraire, nous utiliserons le terme générique « agriculteurs » de genre neutre pour qualifier les agricultrices et les agriculteurs

6.

François Purseigle et Bertrand Hervieu, *Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022

7.

Ibid

Trois mois après la fin d'un salon international de l'agriculture agité et la levée des barrages, quels regards les agriculteurs portent-ils sur les actions de l'Union européenne ? Quelles sont leurs attentes en matière de politique européenne ? Quels regards portent-ils sur la mobilisation agricole et ses revendications ? Quelles sont leurs intentions électorales ?

Ainsi, à travers le repérage de tendances, la présente note a pour ambition d'apporter des tentatives de réponses aux questions précédentes tout en *essayant de savoir si les agriculteurs et agricultrices constituent encore un isolat repérable au sein du corps électoral français.*

Agriculteurs et Français

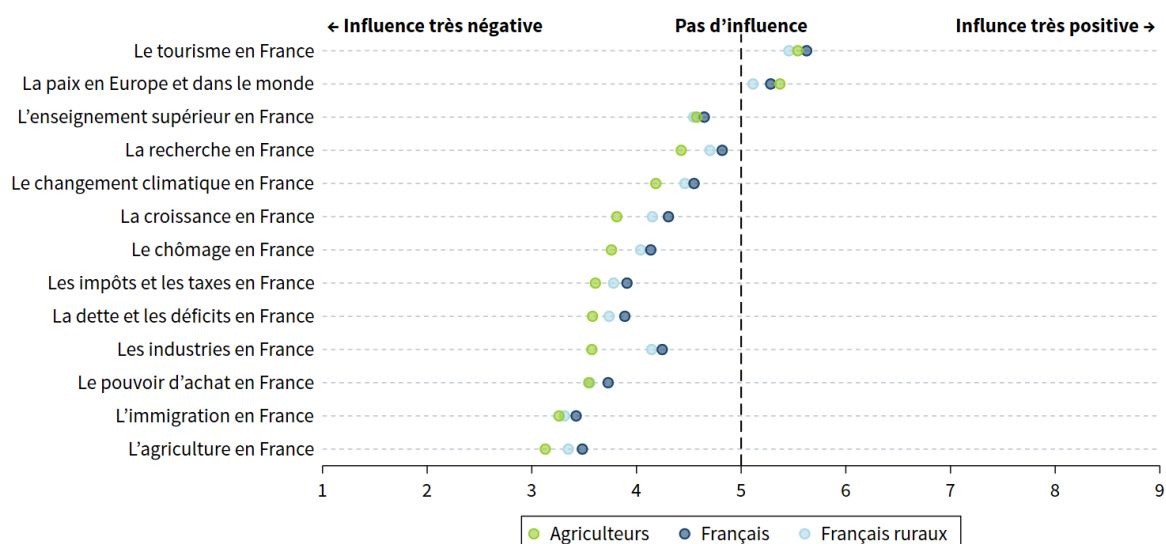
Dans cette partie nous analysons les différences de comportement et d'appréciation entre les agriculteurs et l'ensemble des Français et les ruraux. Ces deux autres populations sont issues de la vague 3 de l'enquête Ipsos pour le CEVIPOF, *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne. L'ensemble des Français comporte l'ensemble de l'échantillon, quant aux ruraux, c'est le sous-ensemble des répondants qui déclare habiter une commune rurale au sens de l'INSEE.

Une vision partagée des actions de l'Union européenne

Est-ce que les agriculteurs voient l'Europe et son action comme le reste des Français ? Nous commençons notre analyse par regarder les différences d'appréciation des actions de l'Union européenne (UE) entre notre échantillon d'agriculteurs et agricultrices, l'ensemble des Français et les ruraux.

La Figure 1 résume l'ensemble des questions posées sur l'influence de l'action de l'UE. Nous ne constatons pas de différences notables entre les groupes de répondants. Comme l'ensemble des Français, qu'ils soient ruraux ou pas, pour les agriculteurs, seules les actions de l'UE dans le secteur du tourisme et dans le maintien de la paix bénéficient d'une évaluation positive des répondants. Pour les autres domaines d'action, l'influence des politiques menées au niveau de l'UE est en moyenne considérée comme plutôt négative, voire assez négative pour certaines.

Figure 1 : Influences des actions de l'Union européenne



Question : Les politiques menées au niveau de l'Union européenne ont-elles eu une influence positive, une influence négative ou pas d'influence sur... ?

Note de lecture : 0 voulant dire une influence très négative, 5 pas d'influence et 10 une influence très positive. Les points représentent les moyennes des répondants pour chaque population.

Sources : Enquête agriculteur, CEVIPOF-INP/AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Purseigle). Enquête Ipsos pour le CEVIPOF, Le Monde, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne pour les Français et les Français ruraux.

Quel que soit le domaine, les agriculteurs sont en moyenne légèrement plus critiques que les deux autres populations. Un secteur connaît une différence plus marquée entre les groupes de répondants : celui de l'industrie. Pour un grand nombre d'agriculteurs, l'Europe est un vecteur de normes, de contraintes, de faible protection et l'action perçue de l'administration bruxelloise est souvent considérée comme néfaste⁸.

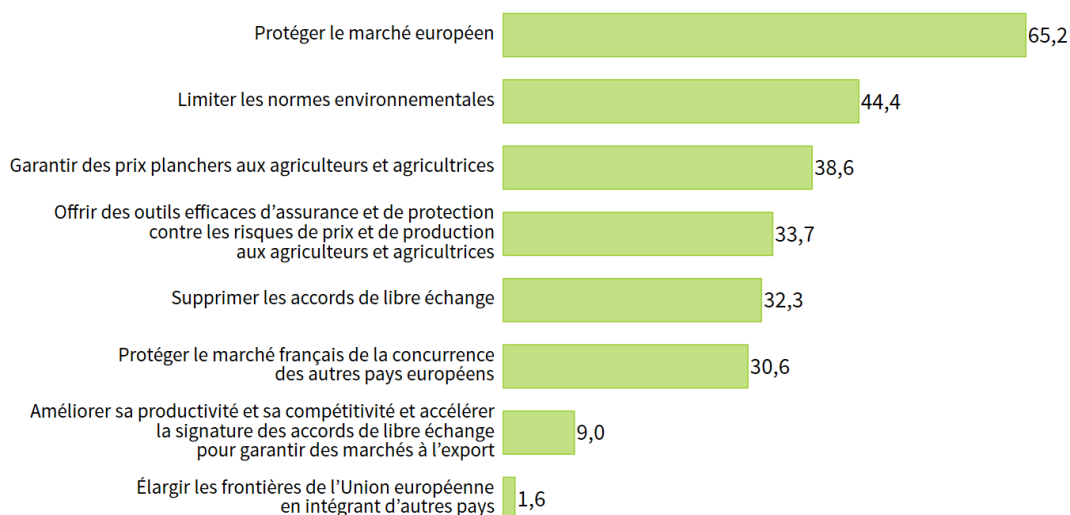
Les trois populations ont classé l'agriculture en dernière position (avant-dernière pour les ruraux juste avant l'immigration) soulignant ainsi une influence des actions de l'UE jugée assez néfaste sur ce secteur. Ce constat pourrait surprendre lorsque l'on a en tête que la France est le premier bénéficiaire des 27 pays de l'UE concernant les soutiens de la PAC : 9,5 milliards d'euros sur une enveloppe totale de 58,3 milliards d'euros en 2022, soit 52,2% du total des aides perçues par la France⁹. Malgré cette redistribution favorable aux agriculteurs français, ces derniers ont le sentiment que l'Europe ne les protège pas suffisamment. En effet, lorsque l'on demande aux agriculteurs les trois principaux objectifs assignés à une politique agricole (nationale ou européenne), ils répondent : « garantir la souveraineté alimentaire nationale » (71%), « soutenir les agriculteurs et assurer le renouvellement des actifs agricoles » (60%) et enfin « renforcer le secteur agricole et en faire un moteur de la croissance économique » (46%). À l'inverse, le « développement d'une agriculture exportatrice » arrive en dernière position avec seulement 10% des répondants ayant choisi cette modalité. Enfin, à la question : « Parmi les propositions faites par les candidat(e)s aux élections, quelles seraient, selon vous, les 3 stratégies les plus efficaces pour soutenir et protéger l'agriculture européenne ? » (Figure 2) ; les agriculteurs sont 65% à choisir la modalité « protéger le marché européen » et ne sont que 1,6% à souhaiter l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays. Toujours selon les agriculteurs, la Politique Agricole Commune (PAC) et sa déclinaison dans le plan

8. Voir les travaux de Blandine Mesnel, « Les agriculteurs face à la paperasse. Policy feedbacks et bureaucratisation de la politique agricole commune », *Gouvernement et action publique*, 2017, 6(1), pp.33-60

9. <https://www.touteurope.eu/agriculture-et-peche/budget-de-l-ue-a-qui-profite-la-pac/>
Voir Jean-Christophe Bureau et Sophie Thoyer, *La politique agricole commune*, La Découverte, 2014 ; Cécile Détang-Dessendre et Hervé Guyomard (Coord.), *Quelle politique agricole demain ?* Versailles, Éditions Quae, 2020

stratégique national français doivent privilégier avant tout le « soutien à la production, aux revenus et aux investissements » (54% des répondants) et les « mesures en faveur des petites exploitations » (46%). Le soutien à la transition agroécologique arrive en dernière position de 5 modalités et n'est choisi que par 27% des répondants.

Figure 2 : **Stratégies pour soutenir et protéger l'agriculture européenne**



Question : Parmi les propositions faites par les candidat(e)s aux élections, quelles seraient, selon vous, les 3 stratégies les plus efficaces pour soutenir et protéger l'agriculture européenne ?

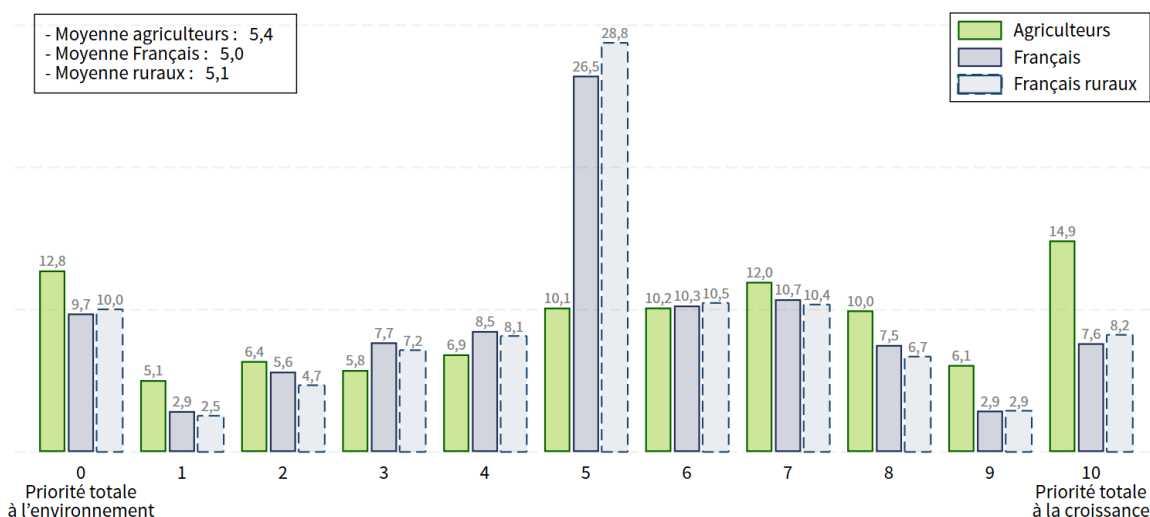
Note de lecture : 65,2% des répondants ont choisi la modalité « Protéger le marché européen » parmi les 3 stratégies les plus efficaces.

Sources : Enquête agriculteur, CEVIPOF-AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Purseigle).

Entre environnement et croissance économique : des positions plus clivées

Sur un enjeu important de notre temps, on observe des différences plus marquées entre les Français (qu'ils soient ruraux ou pas) et les agriculteurs. Ainsi, lorsque l'on demande sur une échelle où placer la priorité entre l'environnement et la croissance économique, les agriculteurs sont bien plus polarisés que ne le sont le reste des Français (Figure 3). Si entre 25 et 30% des Français choisissent la valeur médiane (5), ils ne sont que 10% pour les agriculteurs, qui vont préférer les valeurs extrêmes (0,1 et favoriser fortement l'environnement ou 9,10 et favoriser fortement la croissance).

Figure 3 : **Priorité environnement ou croissance**



Question : Pour certaines personnes, on devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique. Pour d'autres, on devrait donner la priorité à la croissance économique même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement. Et selon vous, à quoi devrait-on donner la priorité ?

Note de lecture : 0 veut dire « Priorité totale à l'environnement » et 10 « Priorité totale à la croissance économique ».

Sources : Enquête agriculteur, CEVIPOF-AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Purseigle). Enquête Ipsos pour le CEVIPOF, Le Monde, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne pour les Français et les Français ruraux.

Le choix entre environnement et croissance est fortement lié au positionnement idéologique que l'on mesure sur un axe allant de 0 voulant dire « très à gauche » à 10 voulant dire « très à droite ». Les agriculteurs qui se positionnent à gauche (valeurs de 0 à 4 sur l'axe gauche-droite) sont 77% à choisir la priorité à l'environnement (valeurs allant de 0 à 4 sur l'échelle de la priorité), alors que les agriculteurs qui se positionnent à droite (valeurs de 6 à 10 sur l'axe gauche-droite) seront 60% à choisir la priorité à la croissance (valeurs allant de 6 à 10 sur l'échelle de la priorité). Ainsi, le positionnement politique est fortement relié à la vision qu'on les exploitants du développement de leur activité et la place qu'il accorde à l'environnement.

Malgré des différences de vision sur la priorité environnement/croissance économique par rapport aux Français, les agriculteurs et leurs compatriotes évaluent de manière similaire l'action de l'UE.

Des électeurs pas tout à fait comme les autres

10.
Ibid, Voir François Purseigle et Bertrand Hervieu, 2022

Historiquement les agriculteurs constituent une population qui, plus que d'autres, s'acquitte de son devoir électoral¹⁰. Les élections européennes de juin 2024 ne dérogeront certainement pas à cette règle. Ainsi, pour cette élection, 61% des agriculteurs déclarent être certains d'aller voter, alors qu'ils ne sont que 45% pour les Français, ruraux ou pas selon l'enquête Ipsos. Enfin, alors qu'un électeur sur quatre n'avait pas voté le 24 avril 2022, seuls 18% des agriculteurs de notre étude n'étaient pas allés voter.

Les agriculteurs n'accordent pas toujours leurs préférences électorales pour des raisons corporatistes. À la question « Pour déterminer votre choix de vote, vous tiendrez compte avant tout des propositions des partis... », 53% déclarent tenir compte avant tout des propositions des partis relatives à la politique agricole et 47% avant tout pour leurs propositions de politique générale.

11.
Sur un axe allant de 0 à 10, 0 voulant dire « très à gauche » et 10 « très à droite », les agriculteurs se situent en moyenne à 6,2 alors que les Français 5,4

12.
Les pourcentages des intentions s'entendent sur les votes exprimés

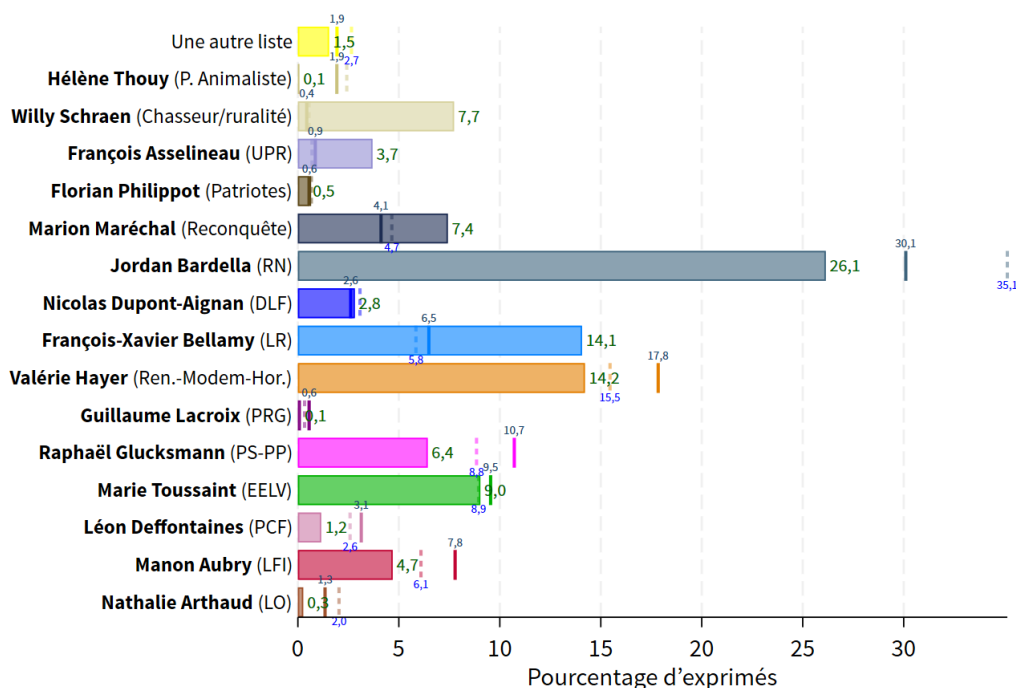
13.
Voir données techniques de comparaison en fin de note

Malgré une vision des actions de l'Europe proches de celles des Français, les agriculteurs se tournent vers des solutions électorales différentes (Figure 4). Alors qu'ils sont en moyenne plus à droite que le reste des Français¹¹, les agriculteurs se déclarent moins tentés de voter pour la liste du Rassemblement national conduite par Jordan Bardella (26,1%)¹² que les Français en général (30,1 %) ¹³, et surtout que les ruraux (35,1%). La liste Les Républicains conduite par François-Xavier Bellamy profite de cette moindre influence du RN. Avec une intention de vote des agriculteurs de 14,1% pour la liste LR, c'est plus du double que les Français (6,5%). Cette distinction peut trouver une explication dans la proximité entre le parti LR et un grand nombre de responsables professionnels agricoles. La liste Chasseurs et ruralité conduite par Willy Schraen bénéficie elle aussi d'une sur-intention par rapport au reste des Français et des ruraux. Avec 7,7% des intentions de vote contre moins de 1% pour les autres Français, son écho auprès des agriculteurs s'explique certainement par son positionnement anti-normes européennes et la défense de certaines traditions rurales. Marion Maréchal fait aussi un meilleur score auprès des agriculteurs (7,4%) que le reste des Français (4,1%).

Le parti de la majorité présidentielle, Renaissance et ses alliés du Modem et d'Horizon, dont la liste est conduite par Valérie Hayer, font jeu égal avec la liste LR, correspondant à une différence de 3,6 points de pourcentage par rapport aux Français et 1,3 pour les Français ruraux. Notons au passage que parmi les agriculteurs, 65,2% déclarent avoir voté pour Emmanuel Macron contre 34,8% pour Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2022.

Pour les partis de gauche, les intentions de vote des agriculteurs sont systématiquement plus faibles que celles des Français et des ruraux. Il faut cependant noter la bonne performance de la liste conduite par Marie Toussaint pour EELV dont les intentions des agriculteurs sont identiques avec celles des Français ruraux dans notre échantillon.

Figure 4 : Intentions de vote aux européennes du 9 juin 2024



Question : Et si les élections européennes se tenaient dimanche prochain et que les listes suivantes se présentaient, quelle est la liste pour laquelle il y aurait le plus de chances que vous votiez ?

Note : Les barres représentent les intentions exprimées des agriculteurs. Les traits en plein, les intentions des Français (valeur au-dessus du trait) et enfin, les traits en pointillé, les Français ruraux (valeur en-dessous du trait).

Sources : Enquête agriculteur, CEVIPOF-AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Pursegile). Enquête Ipsos pour le CEVIPOF, Le Monde, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne pour les Français et les Français ruraux.

Aisément repérables, mais bigarrés

À l'instar de la proposition de Gombin et Mayance formulée en 2010, au-delà de ce qui les rassemble, il convient aussi d'étudier ce qui distingue les agriculteurs entre eux et les possibles déterminants de ces écarts. C'est ce que nous tentons de faire dans cette partie en regardant les différences concernant l'âge, le mode de production (agriculture biologique ou agriculture non biologique dite conventionnelle) et la proximité syndicale qui semblent encore être un facteur de corrélation du vote.

Les agriculteurs les plus jeunes davantage tentés par le vote Bardella

14.
Parmi les plus jeunes interrogés 43% d'entre eux se sentent proches de la FNSEA et des JA, 27% non aucune proximité syndicale, 18% se sentent proches de la CR et 13% de la Confédération paysanne ou du MODEF

15.
Seulement 21% chez les plus de 56 ans

Un enseignement majeur de l'étude porte sur les écarts significatifs dans les réponses à la question relative aux intentions de vote par groupe d'âge (Tableau 1). Ce sont les plus jeunes¹⁴ (40 ans et moins) qui accordent leur préférence à la liste de Jordan Bardella. 37% d'entre eux souhaitent voter pour cette liste contre 26% chez les 41-55 ans¹⁵ et 21% pour les 56 ans et plus. Si l'on ajoute les intentions de vote pour la liste de Marion Maréchal, celle de Debout la France et celle des Patriotes, ce n'est pas moins de 46% des moins de 40 ans qui accorderaient leur vote à ce bloc.

Quelles que soient les catégories d'âge, les intentions de vote pour la liste LR sont largement supérieures à celles observées dans le reste de la société.

Tableau 1 : Intentions de vote et âge

	40 ans et moins (Effectif)	41 à 55 ans (191)	56 ans et plus (568)	(499)
LFI	6 %	5 %	3 %	
EELV	7 %	8 %	11 %	
PS-PP	3 %	8 %	7 %	
Renaissance	12 %	12 %	18 %	
LR	14 %	14 %	14 %	
RN	37 %	26 %	21 %	
Reconquête	6 %	8 %	8 %	
Chasse et ruralité	6 %	8 %	9 %	

Note de lecture : Pourcentage en colonne : 6% des agriculteurs de moins de 40 ans ont l'intention de voter pour la liste LFI. On ne reporte que les partis qui font plus de 5%.

Source : Enquête agriculteurs CEVIPOF-INP/AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Purseigle).

16.

Avec 11% pour les plus de 56 ans contre 7% chez les moins de 40 ans

17.

60% des moins de 40 ans considèrent que EELV fait partie des listes qui défendent le moins bien l'agriculture

18.

Ils étaient 42% parmi les 41-55 ans et 32% chez les plus de 55 ans

19.

Seuls les plus âgés semblent légèrement être attachés au développement d'une agriculture exportatrice (12% contre 8% parmi les classes d'âge les plus jeunes)

20.

Il est à noter que c'est parmi les plus jeunes que les niveaux de revenu du ménage sont les plus faibles. 62% d'entre eux estiment leur revenu en dessous des 2000 euros. 36% l'estiment en dessous de 1 249 euros

C'est parmi les plus âgés que l'on rencontre le plus d'agriculteurs souhaitant apporter leur vote aux listes de gauche (hormis LFI) et notamment la liste EELV¹⁶. Ce sont les plus jeunes qui considèrent que les listes de gauche sont le moins crédibles pour défendre les intérêts des agriculteurs¹⁷. Quelles que soient les catégories d'âge, c'est dans le quart nord-est que le tropisme pour l'extrême droite est le plus fort (43% des agriculteurs de ce territoire ont l'intention d'apporter leurs voix au bloc d'extrême droite contre 31% seulement dans le quart sud-ouest).

Au sujet des récentes mobilisations agricoles, confirmant les observations de terrain que nous avons pu réaliser, c'est parmi les plus jeunes interrogés que nous trouvons ceux qui ont été les plus actifs lors de ces événements : 50% d'entre eux déclarent avoir participé à des manifestations¹⁸. Dans ce mouvement, les revendications considérées comme les plus importantes par les jeunes sont « plus de cohérence entre les réglementations » (57% des jeunes agriculteurs ont choisi cette modalité), « la protection des marchés nationaux » (56%) et le « strict respect des lois Egalim » (51%). En revanche, ce sont les plus âgés qui considèrent les revendications autour de la « simplification des procédures liées à la PAC » ou « l'allègement des normes environnementales » comme les plus importantes (53% pour les deux revendications). Le désir d'« être mieux reconnu par la société » est considéré comme une revendication principale pour 40% des interrogés, quel que soit leur âge.

En matière de politique agricole, à l'instar de leurs aînés, les objectifs principaux que les jeunes souhaitent assigner à une politique agricole sont de « garantir la souveraineté alimentaire nationale » (69%) et de « soutenir le renouvellement des actifs agricoles » (64%)¹⁹. Alors qu'on pense souvent les plus jeunes plus attachés à la question environnementale, seulement 19% d'entre eux choisissent le « soutien à la transition agro-écologique » comme une priorité dans le cadre du plan stratégique national de la PAC. Pour les jeunes « garantir de prix planchers » apparaît plus souvent une priorité²⁰.

Des comportements politiques différents selon les modèles de production

21.

Parmi les agriculteurs en agriculture conventionnelle : 1,4% sont en conversion et 3,2% pense la convertir

22.

Parmi les agriculteurs en agriculture biologique : 2,6% souhaitent revenir à une agriculture conventionnelle

23.

Parmi eux, 33% sont maraichers, 25% exercent en viticulture ou arboriculture et 15% en céréaliculture

Parmi nos enquêtés, 71,9%²¹ déclarent que leur exploitation est conduite selon un schéma d'agriculture conventionnelle et 25,3%²² que leur exploitation est certifiée en agriculture biologique (tout ou partie de l'exploitation)²³. Il est intéressant de constater que c'est parmi ces derniers que l'on trouve les chefs d'exploitation les plus intéressés par les prochaines élections européennes et ayant la certitude de voter la plus prononcée.

Si l'on croise les intentions de vote avec le mode de production (Tableau 2), nous constatons une très forte différence entre les agriculteurs ayant une exploitation certifiée « Bio » et ceux dont les exploitations suivent des schémas conventionnels. Les partis de gauche récoltent bien plus d'intentions de vote de la part des exploitants ayant une activité certifiée en agriculture biologique, inversement, les exploitants en agriculture conventionnelle auront tendance à préférer les listes de droite ou du centre. Notons tout de même que la certification biologique de l'exploitation n'est pas exclusive du vote pour la gauche, 18% des exploitants en agriculture biologique déclarent vouloir voter pour la liste du RN.

Si l'on regarde le croisement entre le positionnement idéologique et le mode de production, on constate également que 58% des agriculteurs qui se positionnent à gauche déclarent que leur exploitation est certifiée en agriculture biologique, 30% pour ceux qui se positionnent au centre et seulement 15% pour ceux qui se disent de droite.

Tableau 2 : Intentions de vote selon le mode de production

(Effectifs)	Certifiée bio (338)	Conventionnelle (884)
LFI	12 %	2 %
EELV	25 %	2 %
PS-PP	11 %	5 %
Renaissance	11 %	16 %
LR	6 %	18 %
RN	18 %	29 %
Reconquête	4 %	9 %
Chasse et ruralité	4 %	9 %

Note de lecture : Pourcentage en colonne : 12% des agriculteurs en exploitation certifiée biologique ont l'intention de voter pour la liste LFI. On ne reporte que les partis qui font plus de 5%. 36 agriculteurs de l'échantillon n'ont pas répondu à la question du type d'agriculture.

Source : Enquête agriculteurs CEVIPOF-AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Purseigle).

Assez logiquement, ce sont les agriculteurs dont l'exploitation est certifiée en « bio », qui déclarent que la priorité doit être donnée à l'environnement au détriment de la croissance. Les conventionnels sont plus partagés sur la question, mais privilégient davantage la croissance économique.

Si les agriculteurs en « bio » ont majoritairement accompagné les mouvements agricoles de ces derniers mois - 35% déclarent avoir participé à des manifestations et 35% se sentaient solidaires du mouvement sans avoir

participé à des manifestations - c'est cependant chez eux que l'on trouve la proportion la plus grande de répondants critiques à l'endroit des récents mouvements (25% ont déclaré ne pas être d'accord avec le mouvement contre 9% chez les conventionnels).

Toutefois, quel que soit le modèle de production, toutes et tous attendent plus de cohérence en matière de réglementations. Comme nous l'avons souligné par ailleurs, chez beaucoup d'agriculteurs, la question n'est pas de savoir s'il faut ou non protéger l'environnement. Cela va de soi pour un grand nombre d'entre eux. La question porte sur les moyens pour répondre à cette exigence, la pertinence (le « sens ») des réglementations associées, leur cohérence, leur applicabilité et l'accompagnement qui devrait en découler.

Une proximité syndicale corrélée aux votes et à l'éclatement des revendications

Qu'ils soient effectivement adhérents ou non d'un syndicat à vocation générale, les agriculteurs enquêtés se distinguent dans leur proximité ou non avec l'une de ces organisations professionnelles. Dans notre échantillon, 32% sont sympathisants de la FNSEA-Jeunes Agriculteurs, 20% de la Confédération paysanne-MODEF et 19% de la Coordination rurale²⁴. Les agriculteurs ne se sentant proches d'aucun syndicat représentent 28% des répondants. Alors que le profil des sympathisants de la FNSEA-Jeunes Agriculteurs, de la Coordination rurale ou des non sympathisants ne se distinguent pas vraiment en termes d'orientation technico-économique ou de genre, en revanche le profil des sympathisants de la Confédération paysanne-MODEF se distingue davantage des autres : des exploitations plus petites avec des surfaces agricoles utiles inférieures à 50 hectares (54%), plus de diplômés de l'enseignement de niveau Bac +5 (27%), davantage de femmes (37%) pour la Confédération paysanne-MODEF²⁵.

Ce sont celles et ceux qui ne se considèrent proches d'aucun syndicat qui s'intéressent le moins à la politique, qui sont le moins certains d'aller voter et qui ne se sentent proches d'aucun parti politique. À l'inverse, et, quel que soit le syndicat, les répondants exprimant une proximité syndicale ont un intérêt plus grand pour l'élection, tout comme la certitude d'aller voter. Plus précisément, c'est parmi les sympathisants de la Confédération paysanne-MODEF que l'intérêt pour la politique et que les intentions d'aller voter sont les plus fortes.

En matière d'intentions de vote, les sympathisants de la Coordination rurale, que l'on a souvent vus et entendus lors du récent mouvement, ne votent pas complètement de la même manière que les autres agriculteurs (Tableau 3). Alors que pendant très longtemps cette organisation et ses leaders rejetaient toute proximité idéologique avec le Rassemblement national²⁶, les proches de la Coordination rurale n'hésitent plus à affirmer leur intention de vote pour Jordan Bardella et plus largement pour le bloc des listes « à la droite de la droite ». 47% des sympathisants de la Coordination rurale ont l'intention d'apporter leur voix à la liste du Rassemblement national. Si l'on ajoute à ce pourcentage ceux en faveur de Debout La France, de Reconquête ou des Patriotes, les intentions de vote pour l'extrême droite atteignent chez eux les 62%. Ceci confirme les observations empiriques réalisées à l'occasion du dernier Salon International de l'Agriculture durant lequel nous avons pu constater des applaudissements fournis à l'arrivée de Jordan Bardella ou de

24.
Il convient de rappeler qu'aux dernières élections Chambres d'agriculture de 2019, les scores étaient les suivants : listes FNSEA-JA : 55,31% ; listes Coordination rurale : 21,54%, listes Confédération paysanne : 20,04% ; listes MODEF : 1,89%. À noter que le taux de participation pour le collège des exploitants agricoles s'élevait à 46,4%

25.
37% des sympathisants de la Conf sont des femmes et 54% d'entre eux ont des exploitations de moins de 50 hectares en élevage herbivore

26.
Voir François Purseigle, « La coordination rurale : un nouvel acteur sur l'échiquier syndical », dans Bertrand Hervieu et al. *Les Mondes agricoles en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 241-272

Marine Le Pen sur le stand de la Coordination rurale. Quasiment la moitié des sympathisants du syndicat se sentent proches des partis d'extrême droite et un peu plus du tiers s'autopositionnent à l'extrême droite. La percée de l'extrême droite semble moins marquée chez les sympathisants du syndicalisme majoritaire tout comme chez ceux qui ne se sentent proches d'aucun syndicat. Seulement 14% d'entre eux s'autopositionnent à l'extrême droite. Il est particulièrement intéressant de constater que ce sont les proches du syndicalisme majoritaire qui contribuent le plus au maintien des positions de la droite Républicaine et du Centre avec 25% d'entre eux qui ont l'intention de voter pour la liste de François-Xavier Bellamy ou pour la liste Renaissance conduite par Valérie Hayer. L'absence de proximité syndicale semble quant à elle se traduire par un éparpillement plus marqué. Les agriculteurs ne se sentant proches d'aucune organisation syndicale usent davantage de l'étendue de la palette politique.

Tableau 3 : Intentions de vote selon la proximité syndicale

(Effectifs)	FNSEA/Jeunes Agriculteurs (470)	Confédération paysanne/MODEF (201)	Coordination rurale (242)	Aucune (345)
LFI	0 %	22 %	1 %	2 %
EELV	1 %	39 %	0 %	6 %
PS-PP	3 %	14 %	2 %	10 %
Renaissance	25 %	6 %	3 %	13 %
LR	25 %	1 %	9 %	11 %
RN	24 %	5 %	47 %	29 %
Reconquête	7 %	2 %	15 %	6 %
Chasse et ruralité	10 %	2 %	7 %	10 %

Note de lecture : Pourcentage en colonne : 22% des agriculteurs proches de la confédération paysanne / MODEF ont l'intention de voter pour la liste LFI. On ne reporte que les partis qui font plus de 5%.

Source : Enquête agriculteurs CEVIPOF-AgroToulouse-REUSSIR (P.-H. Bono et F. Purseigle).

Un autre enseignement tient au lien entre les déterminants du vote et la proximité syndicale. Plus de la moitié des sympathisants de la FNSEA-Jeunes Agriculteurs ou de la Coordination rurale votent essentiellement pour des raisons de politiques agricoles au lieu de considération de politique générale.

Malgré ces différences, ce sont les sympathisants FNSEA-Jeunes Agriculteurs et Coordination rurale qui déclarent le plus avoir participé aux dernières manifestations avec respectivement 55% et 44% de répondants. En revanche, ce sont les proches de la Confédération paysanne-MODEF qui étaient le plus en désaccord avec le mouvement (38%) et ceux ayant pris le moins part aux manifestations (24%). Cette réalité attestée par les observations réalisées lors des barrages (notamment au début de la crise) trouve certainement une explication dans des revendications qui ne sont pas toujours partagées. Si les proches de la FNSEA-Jeunes Agriculteurs (65%) ou de la Coordination rurale (60%) considèrent que « l'allègement des normes environnementales » est pour eux l'une des revendications principales du mouvement, ils ne sont que 14% à partager ce point de vue parmi les sympathisants de la gauche paysanne. Ces derniers privilégiant comme revendications « le strict respect de la loi Egalim » (56%). Par contre, les sympathisants de la Confédération paysanne-MODEF et de la Coordination rurale se rejoignent autour d'une revendication, celle de la « protection des marchés nationaux » (respectivement 56% et 58%).

En matière de politiques agricoles et de mise en application de la PAC, les agriculteurs ne semblent pas attendre la même chose selon leur proximité syndicale. Au-delà des revendications liées au mouvement récent, les sympathisants de la Confédération paysanne-MODEF considèrent « *la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique* » comme des priorités majeures de la PAC : 77% d'entre eux contre seulement 17% pour les proches de la FNSEA-Jeunes Agriculteurs. Pour les proches du syndicalisme majoritaire « *Garantir la souveraineté alimentaire nationale* » (72%) constitue la première des priorités.

Les sympathisants Coordination rurale et, dans une moindre mesure, ceux qui ne se sentent proches d'aucun syndicat, sont également alignés sur les mêmes positions. Les agriculteurs se divisent davantage sur les questions *des prix planchers, du soutien aux petites exploitations et à la transition agroécologique*. Celles-ci constituent une attente plus forte chez les proches de la Confédération paysanne ou les non sympathisants. Les proches de la Coordination rurale et de la FNSEA-Jeunes Agriculteurs considèrent quant à eux que *la limitation des normes environnementales et le soutien économique aux exploitations* doivent être la priorité de la stratégie agricole de l'Union européenne. Enfin, sur le plan de la stratégie que l'Union européenne devrait avoir, *la protection du marché européen et le soutien au renouvellement des actifs agricoles* apparaissent comme une priorité pour tous.

Conclusion

Notre enquête sur les agriculteurs et agricultrices témoigne de l'inclinaison à droite de cette population. Cependant, ils ne basculent pas entièrement vers les partis les plus à droite de l'échiquier. Nos résultats rejettent l'idée selon laquelle les positions politiques des agriculteurs se confondraient avec celles de la population rurale. S'ils partagent un ensemble de valeurs communes avec ces derniers, ils continuent de préférer la droite républicaine au RN. Isolat électoral toujours repérable dans la société, il n'en demeure pas moins de plus en plus bigarré en son sein. Notre enquête montre un renforcement notable de certains écarts dans leurs attitudes politiques, dans leur regard sur l'Europe et la Politique Agricole Commune, ou dans la perception de la crise agricole qu'ils traversent. Dit autrement, ce n'est pas parce qu'ils se distinguent des autres électeurs qu'ils constituent un monde social homogène. Alors que dans le reste du corps électoral, les déterminants catégoriels des votes sont de plus en plus difficiles à identifier, ceci apparaît moins vrai chez les agriculteurs et agricultrices. Pour autant, il n'y aurait pas un vote d'« éleveurs » vs un vote de « céréaliers » ni même un vote de « petits ou de « gros » agriculteurs. Leurs attitudes et intentions de vote varient surtout selon les modes de production, l'âge et la proximité syndicale.

Données techniques des enquêtes

Pour l'enquête auprès d'agriculteurs, 1 434 chefs et cheffes d'exploitation ont été interrogés entre le 8 avril et le 29 avril 2024. Elle prend la forme d'une consultation par courriel conçue par Pierre-Henri Bono et François Purseigle en collaboration avec le groupe Réussir. Les résultats sont redressés à partir du recensement de la population, en ne gardant que les exploitants agricoles, en fonction de l'âge, du sexe et de la région du répondant. À l'issue du redressement, notre échantillon concerne 1 258 agriculteurs.

Pour l'enquête auprès des Français, il s'agit de la vague 3 de l'enquête Ipsos pour le CEVIPOF, *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne. Elle concerne 11 770 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française, inscrite sur listes électorales, âgée de 18 ans et plus. La période de collecte des données se situe entre le 1^{er} et 6 mars 2024. L'échantillon a été interrogé par Internet via l'Access Panel Online d'Ipsos en utilisant la méthode des quotas sur le sexe, l'âge, la profession de la personne interrogée, la catégorie d'agglomération et la région.

On utilise pour comparaison avec les agriculteurs en plus de l'ensemble de l'échantillon (les Français), le sous-ensemble des répondants habitant en zone rurale (les Français ruraux).

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : BONO (Pierre-Henri), PURSEIGLE (François) « Les agriculteurs et les européennes : un isolat électoral encore repérable, mais de plus en plus bigarré », *Note de recherche, Élections européennes 2024*, vague 4 de l'enquête électorale, note 11, mai 2024, 13 p.

© CEVIPOF, 2024 Pierre-Henri Bono & François Purseigle